

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES












ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

**Maintenance préventive et corrective des
installations de sûreté dans les établissements du
ressort de la Direction Interrégionale des Services
Pénitentiaires Grand-Ouest**






DIRECTION INTERREGIONALE DES SERVICES PENITENTIAIRES DE RENNES
Unité des Achats et des Marchés Publics
18 bis rue de Châtillon
CS 23131
35031 RENNES CEDEX
Tél : 0299268900

N° du CCAP : 2024_FCS_0024

L'ESSENTIEL DE L'ACCORD CADRE

	Objet	Maintenance préventive et corrective des installations de sûreté dans les établissements du ressort de la Direction Interrégionale des Services Pénitentiaires Grand-Ouest
	Type de contrat	Accord-cadre à marchés subséquents mixtes
	Nombre de lots	3
	Tranches optionnelles	Sans tranches optionnelles
	Clauses sociales	Sans
	Clauses environnementales	Avec
	Durée / Délai	Défini par lot
	Reconduction	Avec
	Prix	Prix forfaitaires et prix unitaires
	Variation des prix	Avec
	Avance	Avec

L'ESSENTIEL DES MARCHÉS SUBSÉQUENTS

	Forme des MS	A Bons de commande
	Fréquence d'attribution des MS	Annuel pour les prestations préventives et à la survenance des besoins pour les prestations correctives
	Délai d'exécution des MS	Envisagé dans l'accord-cadre
	Pénalités de retard	
	Résiliation des MS	Prévue dans l'accord-cadre

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat	6
1.1 - Objet du contrat.....	6
1.2 - Décomposition du contrat.....	7
1.3 - Type d'accord-cadre.....	7
1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande.....	8
1.5 - Conditions d'attribution et durée des marchés subséquents.....	8
2 - Pièces contractuelles	8
3 - Obligation de conseil du titulaire	8
4 - Respect des principes d'égalité, de laïcité et de neutralité	9
4.1 - Rappel des obligations du titulaire	9
4.2 - Modalités de contrôle et de sanction	9
5 - Confidentialité et mesures de sécurité/sûreté	9
6 - Protection des données à caractère personnel	9
7 - Durée et délais d'exécution.....	12
7.1 - Durée de l'accord-cadre	12
7.2 - Reconduction.....	12
7.3 - Durée / Délais d'exécution des marchés subséquents	12
7.4 - Modalités d'exécution des marchés subséquents	12
7.4.1 - Notification des marchés subséquents.....	12
7.4.2 - Forme et montant des marchés subséquents	13
7.4.3 - Bons de commande.....	13
8 - Perte d'exclusivité du titulaire	13
9 - Prix.....	13
9.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	13
9.2 - Modalités de variation des prix.....	13
10 - Garanties Financières.....	14
11 - Avance.....	14
11.1 - Conditions de versement et de remboursement	14
11.2 - Garanties financières de l'avance.....	15
12 - Modalités de règlement des comptes.....	15
12.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs.....	15
12.2 - Présentation des demandes de paiement.....	15
Les demandes de paiement seront présentées selon les conditions prévues à l'article 11.4 du CCAG-FCS et seront établies en un original portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :	15
- le numéro engagement juridique (EJ).....	15
- le nom ou la raison sociale du créancier ;.....	15
- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;.....	15
- le cas échéant, le numéro de SIRET ;.....	15
- le numéro du compte bancaire ou postal ;	15
- le numéro du marché ;.....	15
- le numéro du bon de commande ;	15
- la désignation de l'organisme débiteur ;.....	15
- la date d'exécution des prestations ;.....	15
- le montant des prestations admises, établi conformément à la décomposition des prix forfaitaires, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections ;	15

- le montant des prestations admises, établi conformément au détail des prix unitaires, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections ;	15
Les demandes de paiement devront être déposées sur le portail CHORUS Pro : https://chorus-pro.gouv.fr	15
Service exécutant : FAC0000035	15
SIRET Etat : 11000201100044	15
Dispositions applicables en matière de facturation électronique :	16
Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :	16
1° La date d'émission de la facture ;	16
2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;	16
3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;	16
4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;	16
5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;	16
6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;	16
7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;	16
8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;	16
9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;	16
10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;	16
11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;	16
12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.	16
Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.	16
Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.	16
La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).	16
12.3 - Délai global de paiement	16
12.4 - Paiement des cotraitants	16
12.5 - Paiement des sous-traitants	17
13 - Conditions d'exécution des prestations	17

14 - Développement durable.....	17
15 - Constatation de l'exécution des prestations	17
15.1 - Vérifications	17
15.2 - Décision après vérification	18
16 - Garantie des prestations.....	18
17 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle	18
18 - Pénalités.....	18
18.1 - Pénalités de retard	18
18.2 - Pénalité pour travail dissimulé	19
19 - Assurances.....	19
20 - Promotion de la Charte « Relations fournisseurs et achats responsables »	19
21 - Différends.....	19
21.1 - Principes communs au règlement amiable des différends	19
21.2 - Possibilité de saisir le médiateur pour les relations entre le ministère de la Justice et ses fournisseurs.....	20
21.3 - Possibilité de recourir au Comité consultatif de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics ou au Médiateur des entreprises	21
22 - Clause de réexamen	21
23 - Résiliation du contrat.....	22
23.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre	22
23.2 - Conditions de résiliation des marchés subséquents	22
23.3 - Redressement ou liquidation judiciaire	22
24 - Règlement des litiges et langues	23
25 - Dérogations	23

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent la maintenance préventive et corrective des installations de sûreté dans les établissements du ressort de la Direction Interrégionale des Services Pénitentiaires Grand-Ouest.

Le besoin est d'assurer la maintenance préventive et corrective des installations de sûreté, vidéosurveillance, serrures électriques asservies, alarmes périmétriques, appel cellules, alarme coup de poing, supervision. Une astreinte d'assistance technique pendant les heures non ouvrables sera demandée.

Conformément aux dispositions des articles L2193-03 du code de la commande publique et 3.6 du CCAF-FCS, le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties des prestations, à conditions d'avoir obtenu représentant du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant présenté et l'agrément de des conditions de paiement.

Le titulaire devra à minima assurer les missions suivantes : Vidéosurveillance et Supervision.

Le présent marché comporte 2 types de prestations :

- Prestation forfaitaire d'entretien :
 - o **Maintenance préventive** des équipements, de niveau 1 à 5 (Norme AFNOR FD X 60-000), suivant les règlements en vigueur applicables en France et les préconisations des fabricants, constitue la commande initiale du marché et incluant toute pièce unitaire dont le prix d'achat fournisseur est inférieur au seuil de 150€ HT, et qui sera remplacée sans ouvrir droit à facturation complémentaire additionnelle (pièces, main d'œuvre et déplacements).
- Prestations unitaires (ponctuelles) de réparation :
 - o **Maintenance corrective** des équipements de niveau 1 à 5, incluant toute pièce unitaire dont le prix d'achat fournisseur est inférieur au seuil de 150€ HT, et qui sera remplacée sans ouvrir droit à facturation complémentaire additionnelle (pièces, main d'œuvre et déplacements).

Le titulaire est soumis à une obligation de résultat portant sur l'exécution des prestations objets des marchés subséquents et bons de commandes, conformément à ses engagements contractuels.

Lieu(x) d'exécution :

Lot 1 - BRETAGNE

Maison d'arrêt St BRIEUC - 1, rue des Fusillés - 22 022 SAINT-BRIEUC Cedex"

Maison d'arrêt de BREST - 171, rue du général Paulet - 29 804 BREST Cedex 9"

Direction Interrégionale des Services Pénitentiaires de RENNES - 18, bis rue de Châtillon - 35 031 RENNES Cedex"

Centre pénitentiaire des femmes de RENNES - 18, bis rue de Châtillon - 35 031 RENNES Cedex"

Maison d'arrêt de St MALO* - 10, rue Emile Brindjonc - 35 401 SAINT-MALO Cedex"

Centre pénitentiaire de LORIENT* - Route de Larmor Plage - 56 270 PLOEMEUR"

Maison d'arrêt de VANNES* - 12, place de Nazareth - 56 000 VANNES"

Lot 2 - PAYS DE LA LOIRE

Centre Pénitentiaire de NANTES (Quartier de détention + QSL) - 68, boulevard Albert Einstein - 44300 NANTES

Maison d'arrêt de ANGERS + QSL - 1, Place Olivier Giran - 49000 ANGERS

Maison d'arrêt de LAVAL* - 20, boulevard Frédéric Chaplet - 53000 LAVAL

Maison d'arrêt de FONTENAY* - 30, rue Rabelais - 85200 FONTENAY LE COMTE

Maison d'arrêt de LA ROCHE - 20, boulevard d'Angleterre - 85000 LA ROCHE SUR YON

Lot 3 - NORMANDIE

Centre pénitentiaire de CAEN (Hors QSL et Hors SAS) - 35, rue du général Moulin - 14000 CAEN
Centre de détention de VAL de REUIL - Les Vignettes Chaussée de l'Andelle - 27100 VAL DE REUIL
Maison d'arrêt de EVREUX - 92, rue Pierre Semard - 27031 EVREUX CEDEX
Maison d'arrêt de CHERBOURG - 2, rue Vastel - 50100 CHERBOURG OCTEVILLE
Maison d'arrêt de COUTANCES* - 3, rue de Verjusièrre - 50 200 COUTANCES
Maison d'arrêt de ROUEN - 169 boulevard de l'Europe - 76038 ROUEN

***Les établissements surlignés en rouge feront l'objet d'une intégration au marché dès la notification.**

Les autres l'intégreront aux alentours du 01/01/2026.

D'autres établissements non listés pourront également intégrer le marché en cours d'exécution.

1.2 - Décomposition du contrat

Les prestations sont réparties en 3 lot(s) :

Lot(s)	Désignation
01	Bretagne
02	Normandie
03	Pays de la Loire

Chaque lot fait l'objet d'un accord-cadre attribué à un seul opérateur économique.

1.3 - Type d'accord-cadre

L'accord-cadre sans minimum, avec maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6 à 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission à l'établissement des marchés subséquents mixtes.

Les montants maximums de commande sont les suivants :

Période initiale :

N° de Lot	Intitulé de lot	Montant maximum en € HT pour la durée de la période initiale (2 ans)
1	Bretagne	2 000 000
2	Normandie	2 000 000
3	Pays de la Loire	2 000 000

Période de reconduction (2 maximum) :

N° de Lot	Intitulé de lot	Montant maximum en € HT pour une période de reconduction (1 an)
1	Bretagne	1 000 000
2	Normandie	1 000 000
3	Pays de la Loire	1 000 000

1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande

Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- EJ marché ;
- le nom ou la raison sociale du titulaire ;
- la date et le numéro du marché ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la nature et la description des prestations à réaliser ;
- les délais de livraison (date de début et de fin) ;
- les lieux de livraison des prestations ;
- le montant du bon de commande ;
- les délais laissés le cas échéant aux titulaires pour formuler leurs observations.

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur peuvent être honorés par le ou les titulaires.

1.5 - Conditions d'attribution et durée des marchés subséquents

Pendant la durée de validité de l'accord-cadre, les services bénéficiaires concluent un marché subséquent « mixte » avec le titulaire du lot. L'attribution des marchés subséquents ne fait pas l'objet d'une remise en concurrence.

Le marché subséquent est décomposé comme suit :

- Maintenance préventive (DPGF) : des prestations récurrentes déclenchées via un bon de commande annuel. Ces prestations peuvent être modifiées à tout moment en cours de validité du marché subséquent (fréquence, nature des prestations), les changements font l'objet d'une modification du marché subséquent par le service bénéficiaire.
- Maintenance corrective (BPU) : des prestations complémentaires, de remise en état, commandées en tant que de besoin, se rattachent aux marchés subséquents, déclenchées par bons de commande.

Les marchés subséquents sont rédigés et notifiés au titulaire sur la base techno-financière du présent accord-cadre. Les prix établis dans les marchés subséquents sont ceux des pièces de prix de l'accord-cadre (Annexe 1, 2 et 3 du CCTP).

2 - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes financières
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- Les marchés subséquents (MS) et leurs annexes
- Les bons de commande
- La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF)
- Le bordereau des prix unitaires (BPU)

3 - Obligation de conseil du titulaire

Le titulaire a un devoir de conseil (ou d'alerte) s'il se rend compte, lors de ses interventions, d'anomalies ou de dangers potentiels au titre de ses prestations. Il est tenu de signaler au service bénéficiaire tous les

éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la sécurité du site en ce qui concerne son domaine de compétence.

4 - Respect des principes d'égalité, de laïcité et de neutralité

4.1 - Rappel des obligations du titulaire

Le présent accord-cadre confie à son titulaire l'exécution de tout ou partie d'un service public. Par conséquent, conformément à la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, le titulaire est tenu d'assurer l'égalité des usagers devant le service public et de veiller au respect des principes de laïcité et de neutralité du service public.

A ce titre, lorsqu'ils participent eux-mêmes à l'exécution du service public, le titulaire veille notamment à ce que ses salariés ou les personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction s'abstiennent de manifester leurs opinions politiques ou religieuses, traitent de manière égale toutes les personnes, et respectent leur liberté de conscience et leur dignité.

Le titulaire communique au pouvoir adjudicateur les mesures qu'il met en œuvre afin d'informer les personnes susvisées de leurs obligations et de remédier aux éventuels manquements.

Lorsque le titulaire entend sous-traiter une partie de l'exécution du service public, il s'assure que les contrats de sous-traitance comportent des clauses rappelant les obligations précitées. Le titulaire communique au pouvoir adjudicateur chaque contrat de sous-traitance ayant pour effet de faire participer le sous-traitant à l'exécution du service public, en même temps que sa demande d'acceptation, sous peine de refus dudit sous-traitant.

4.2 - Modalités de contrôle et de sanction

Le titulaire informe les usagers des modalités leur permettant de lui signaler tout manquement aux principes d'égalité, de laïcité et de neutralité qu'ils constatent. Cette information mentionne également les coordonnées du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire informe sans délai le pouvoir adjudicateur des manquements dont il a connaissance, ainsi que des mesures qu'il a prises ou entend mettre en œuvre afin d'y remédier. Le pouvoir adjudicateur peut exiger que les personnes responsables des manquements constatés soient mises à l'écart de tout contact avec les usagers.

Lorsque le titulaire méconnaît les obligations susvisées, le pouvoir adjudicateur le met en demeure d'y remédier dans le délai qu'il lui prescrit. Si la mise en demeure reste infructueuse, le pouvoir adjudicateur se réserve la faculté de résilier le présent accord-cadre pour faute du titulaire, le cas échéant à ses frais et risques.

5 - Confidentialité et mesures de sécurité/sûreté

Les modalités s'appliquent au regard des articles 5.1 et 5.3 du CCAG-FCS :

Le présent accord-cadre comporte une obligation de confidentialité selon les modalités suivantes : Voir annexe 3 au CCAP.

Les prestations sont soumises aux mesures de sécurité/sûreté suivantes : Voir annexe 2 au CCAP et 6 et 7 du CCTP.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

6 - Protection des données à caractère personnel

Chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat. Ces règles sont issues du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ci-après désigné « le règlement européen sur la protection des données ».

6.1 - Description du traitement de données à caractère personnel

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte de l'acheteur les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations objet du contrat.

6.2 - Obligations du titulaire

Le titulaire s'engage à :

- traiter les données uniquement pour les seules finalités du traitement,
- traiter les données conformément aux instructions de l'acheteur.
- garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat,
- veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité, reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel, et prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen ou du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relatif à la protection des données, il en informe immédiatement l'acheteur. En outre, si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, il doit informer l'acheteur avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.

6.2.1 - Autorisation de désignation d'un autre prestataire

Le titulaire peut faire appel à un autre prestataire, désigné « le sous-traitant ultérieur », pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit l'acheteur de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres prestataires. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement concernées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant ultérieur et les dates du contrat de sous-traitance ultérieur. L'acheteur dispose d'un délai minimum de 6 jours à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ultérieure ne peut être effectuée que si l'acheteur n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent contrat pour le compte et selon les instructions de l'acheteur. Il appartient au titulaire de s'assurer que celui-ci présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en oeuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées. Le titulaire demeure pleinement responsable devant l'acheteur de l'exécution par le sous-traitant ultérieur de ses obligations.

6.2.2 - Droit d'information des personnes concernées

Il appartient à l'acheteur de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données

6.2.3 - Exercice des droits des personnes

Le titulaire aide l'acheteur à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du titulaire des demandes d'exercice de leurs droits, le titulaire doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique à :
uamp.disp-rennes@justice.fr

6.2.4 - Notification des violations de données à caractère personnel

Le titulaire notifie à l'acheteur toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 48 heures après en avoir pris connaissance et par le moyen suivant :
courriel

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'acheteur, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

La notification contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel (catégories et nombre approximatif de personnes concernées par la violation et d'enregistrements de données) ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Après accord de l'acheteur, le titulaire communique, au nom et pour le compte l'acheteur, la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.

La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient au moins les mêmes éléments que la notification ci-dessus.

6.2.5 - Aide du titulaire dans le cadre du respect par l'acheteur de ses obligations

Le titulaire aide l'acheteur pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données ainsi que pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

6.2.6 - Mesures de sécurité des données à caractère personnel

Le titulaire s'engage à mettre en oeuvre les mesures de sécurité suivantes :

- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel
- les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement;
- les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

6.2.7 - Sort des données

Au terme de la prestation de services relatifs au traitement de ces données, le titulaire s'engage à détruire toutes les données à caractère personnel.

6.2.8 - Délégué à la protection des données

Le titulaire communique à l'acheteur le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément au règlement européen sur la protection des données.

6.2.9 - Registre des catégories d'activités de traitement

Le titulaire déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de l'acheteur comprenant :

- le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels autres prestataires et, le cas échéant, du délégué à la protection des données,
- les catégories de traitements effectués pour le compte de l'acheteur,
- le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et les documents attestant de l'existence de garanties appropriées le cas échéant,
- une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :
- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel;
- des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement;
- des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique;

- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

6.2.10 - Documentation

Le titulaire met à la disposition de l'acheteur, la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par l'acheteur ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

6.3 - Obligations de l'acheteur

L'acheteur s'engage à :

- fournir au titulaire les données visées à l'article "Description du traitement de données à caractère personnel",
- documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le titulaire,
- veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part du titulaire,
- superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du titulaire.

7 - Durée et délais d'exécution

7.1 - Durée de l'accord-cadre

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 2 ans.

L'exécution de l'accord-cadre débute à compter de sa date de notification.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

7.2 - Reconduction

L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 2. La durée de chaque période de reconduction est de 12 mois. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est 4 ans.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

7.3 - Durée / Délais d'exécution des marchés subséquents

Les marchés subséquents et leurs bons de commande peuvent être signés à tout moment par le service bénéficiaire pendant la durée de l'accord-cadre. Leur exécution ne pourra pas dépasser de plus de 6 mois la fin de la durée de l'accord-cadre.

Chaque marché subséquent est établi pour une première période d'une durée de 12 mois maximum. Il est reconductible tacitement par périodes de 12 mois maximum sauf s'il est dénoncé par le service bénéficiaire par tout moyen permettant d'établir une date de réception certaine, au plus tard 2 mois avant la date anniversaire de sa notification. Le titulaire ne peut refuser la reconduction du marché.

Les marchés subséquents et leurs bons de commande peuvent être signés à tout moment par le service bénéficiaire pendant la durée de l'accord-cadre.

L'exécution du marché subséquent et de ses bons de commande peuvent s'achever au plus tard 6 mois après la fin de l'accord-cadre.

L'exécution des prestations des marchés subséquents débute à la date d'effet fixée dans ce dernier.

7.4 - Modalités d'exécution des marchés subséquents

7.4.1 - Notification des marchés subséquents

La notification des marchés subséquents relève de l'UAMP, le suivi de l'exécution quant à lui incombera au responsable de site pour les établissements relevant de son périmètre.

7.4.2 - Forme et montant des marchés subséquents

Le marché subséquent pourra adopter uniquement la forme suivante :

- Marché subséquent mixte (maintenance préventive forfaitaire déclenchée par un bon de commande annuel et la maintenance corrective déclenchée par bons de commande).

Les montants des marchés subséquents sont établis par référence aux prix de l'accord-cadre.

Dans le cas des marchés subséquents d'une durée inférieure à 12 mois, le montant de la maintenance préventive est calculé au prorata de la part à exécuter du marché (nombre d'interventions au prorata temporis).

7.4.3 - Bons de commande

Chaque établissement est chargé d'émettre ses bons de commande auprès du titulaire (bons de commande ponctuels correspondant à des demandes de réalisation de prestations correctives).

Sur la base des informations produites par le titulaire dans son devis, le bon de commande détaille le prix des pièces détachées et de la main d'œuvre.

8 - Perte d'exclusivité du titulaire

Le titulaire perd son exclusivité pour l'une ou l'autre des conditions suivantes :

- Pour les interventions relevant de la maintenance corrective, si les délais maximums sont dépassés (Niveau de criticité C1 et C2) au vu de l'article 5.2.4 du CCTP.

Dans ces cas, le service bénéficiaire renonce à l'application des pénalités pour retard et peut faire appel à d'autres prestataires qu'il mettra en concurrence, dans le respect des règles de la commande publique. En revanche, les pénalités relatives aux fiches d'intervention, aux rapports annuels, à la synthèse, au non-respect d'obligations administratives ou à la clause de lutte contre le décrochage scolaire sont cumulables avec la perte d'exclusivité.

9 - Prix

9.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par des prix forfaitaires et prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Maintenance préventive : prix forfaitaires

Maintenance corrective : prix unitaires

Les prix de l'accord-cadre sont réputés comprendre toutes les dépenses résultants de l'exécution des prestations (y compris frais de nettoyage et d'élimination des déchets), incluant tous les frais généraux (réunions de préparation, établissement de chiffrage, facturation), impôts et taxes et d'assurer une marge au titulaire pour risques et bénéfices.

9.2 - Modalités de variation des prix

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise de l'offre par le titulaire ; ce mois est appelé " mois zéro " soit Juin 2025.

Les prix sont révisés annuellement par application aux prix de l'accord-cadre d'un coefficient Cn donné par les formules suivantes :

Lot(s)	Formules	Prix concernés
1	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (\text{ICHT-IME (n)} / \text{ICHT-IME (o)})$	
2	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (\text{ICHT-IME (n)} / \text{ICHT-IME (o)})$	

3	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (ICHT-IME (n) / ICHT-IME (o))$	
---	---	--

selon les dispositions suivantes :

- C_n : coefficient de révision.
- Index (n) : valeur de l'index de référence au mois n.
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Le mois " n " retenu pour le calcul de chaque révision périodique est celui qui précède le mois au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule. Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index connue au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

Les index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, sont les suivants :

Lot(s)	Code	Libellé
1	ICHT-IME	Industries mécaniques et électriques
2	ICHT-IME	Industries mécaniques et électriques
3	ICHT-IME	Industries mécaniques et électriques

10 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

11 - Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option A du CCAG - Fournitures Courantes et Services.

11.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée pour chaque bon de commande ou chaque marché subséquent, d'un montant supérieur à 50.000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,00 % du montant du bon de commande si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,00 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par cette durée exprimée en mois.

Ce taux est fixé à 30,00 % lorsque le titulaire du marché public est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du Code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 %.

Les conditions de remboursement de l'avance seront déterminées par marché subséquent.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre, et le taux de l'avance est déterminé au regard de la taille d'entreprise de chacun des membres. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire de l'accord-cadre, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

11.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

12 - Modalités de règlement des comptes

12.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

12.2 - Présentation des demandes de paiement

Les demandes de paiement seront présentées selon les conditions prévues à l'article 11.4 du CCAG-FCS et seront établies en un original portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le numéro engagement juridique (EJ)
- le nom ou la raison sociale du créancier ;
- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- le cas échéant, le numéro de SIRET ;
- le numéro du compte bancaire ou postal ;
- le numéro du marché ;
- le numéro du bon de commande ;
- la désignation de l'organisme débiteur ;
- la date d'exécution des prestations ;
- le montant des prestations admises, établi conformément à la décomposition des prix forfaitaires, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections ;
- le montant des prestations admises, établi conformément au détail des prix unitaires, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections ;

Les demandes de paiement devront être déposées sur le portail CHORUS Pro :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Service exécutant : FAC0000035

SIRET Etat : 11000201100044

Dispositions applicables en matière de facturation électronique :

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

12.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

12.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

12.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

13 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-FCS.

Processus de remplacement d'une personne nommément désignée

Lorsque le titulaire s'engage sur l'intervention d'une personne physique, nommément désignée, et que cette personne n'est plus en mesure d'intervenir, son remplacement est effectué dans les conditions de l'article 3.4.3 du CCAG-FCS (dérogation au délai).

L'acheteur est informé sans délai de cet empêchement, et le titulaire propose un remplaçant dans un délai de 15 jours à compter de la date d'envoi de cette information.

Stockage, emballage et transport :

Le stockage, l'emballage et le transport des fournitures sont effectués dans les conditions de l'article 20 du CCAG-FCS. Les emballages relèvent de la responsabilité du titulaire et restent sa propriété. Le transport s'effectue sous sa responsabilité jusqu'au lieu de livraison.

Conditions de livraison :

La livraison des fournitures s'effectuera dans les conditions de l'article 21 du CCAG-FCS.

Formation du personnel :

Le titulaire assurera la formation du personnel chargé d'utiliser les prestations.

Les formations nécessaires à l'exploitation et la maintenance des équipements nouveaux sont à la charge du Titulaire.

14 - Développement durable

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit :
Collecte, tri et recyclage des déchets.

15 - Constatation de l'exécution des prestations

15.1 - Vérifications

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples seront effectuées au moment même de la livraison de la fourniture ou de l'exécution de service (examen sommaire) conformément aux articles 27 et 28.1 du CCAG-FCS.

Pour les prestations de maintenance corrective hors bordereau des prix unitaire, le service bénéficiaire se réserve le droit de demander la justification du tarif pratiqué via un catalogue des prix fournisseur.

15.2 - Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

16 - Garantie des prestations

Les prestations feront l'objet d'une garantie de 1 an (pièces et main d'œuvre) dont le point de départ est la date de la réalisation de la prestation. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 33 du CCAG-FCS.

17 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Par dérogation à l'article 37 du CCAG-FCS, les résultats réalisés dans le cadre de l'accord-cadre font l'objet d'une cession à titre exclusif au profit du pouvoir adjudicateur.

18 - Pénalités

18.1 - Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard et sans mise en demeure préalable, les pénalités fixées dans le tableau ci-dessous. Ceci déroge à l'article 14.1 du CCAG-FCS

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Le point de départ de l'application des pénalités est prévu aux articles 5.1 et 5.2 du CCTP.

Prestation	Délai exigés	Pénalités
Intervention lors d'une maintenance préventive	Planning annuel arrêté entre le titulaire et le bénéficiaire au moment du bon de commande annuel.	Pénalité journalière égale à 30€ par jour ouvré de retard
Maintenance corrective Délai d'intervention	Criticité C1 (2 heures) Criticité C2 (4 heures) Criticité C3 (1 jour ouvré) Criticité C4 (4 jours ouvrés) Délai standard (2 semaines)	200€ par heure de retard 100€ par heure de retard 200€ par jour de retard 150€ par jour de retard 100€ par jour de retard
Maintenance corrective Délai de réparation	Criticité C1 (6 heures) Criticité C2 (24 heures) Criticité C3 (4 jours ouvrés) Criticité C4 (3 semaines) Délai standard (3 semaines)	300€ par heure de retard 200€ par heure de retard 300€ par jour de retard 200€ par jour de retard 150€ par jour de retard
Etablissement d'un devis	Intervention criticité C1 C2 C3 Devis émis dans les 72h ouvrés après intervention (7h/20h)	50€ par jour de retard
	Intervention C4 et délai standard Etablissement du devis dans les 72h à compter de la réception de la demande d'intervention	50€ par jour de retard
Obligations administratives Remise de livrable	Remise de livrables visés par le marché (Voir CCTP)	50€ par jour de retard
Obligations administratives Plans de réversibilité	Transmission des plans mis à jour 6 mois avant la date ultime de fin de marché	500€ par plan manquant
Sous-traitance non déclarée	Sous-traitance constatée n'ayant pas fait l'objet au préalable d'une acceptation du pouvoir adjudicateur et de l'agrément de ses conditions de paiement.	3 000€ de pénalité par sous-traitance non déclarée

18.2 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10,0 % du montant TTC de l'accord-cadre.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

19 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

20 - Promotion de la Charte « Relations fournisseurs et achats responsables »

Le ministère de la Justice s'est engagé dans une démarche « Relations fournisseurs et achats Responsables » (RFAR) avec la signature le 1er juin 2023 de la charte du même nom.

Par cet engagement, le ministère encourage notamment ses fournisseurs :

- à s'intéresser au parcours national des achats responsables,
- à construire un projet fédérateur transversal et de transformation autour d'une politique achats responsables, en y associant l'ensemble des directions concernées,
- au développement de bonnes pratiques d'achat dans l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement,
- à s'engager dans un parcours des achats responsables en signant la Charte RFAR voire, pour les plus engagés et les plus déterminés, en travaillant à l'obtention du Label RFAR.

À cet effet, le titulaire s'engage à informer le ministère de toute démarche entreprise en la matière, et notamment :

- la signature de la Charte « Relations fournisseurs et achats responsables »,
- l'obtention du Label « Relations fournisseurs et achats responsables » (RFAR),
- et/ou toute norme ou tout label équivalent.

Le Médiateur des entreprises et le Conseil national des achats (CNA) se proposent de vous accompagner dans cette démarche.

Pour toute information, consultez le site internet : <http://www.rfar.fr>

21 - Différends

Le présent marché est conclu et est exécuté de bonne foi par les parties qui s'engagent à examiner ensemble, dans le plus grand esprit de concertation, tout différend qui pourrait survenir relatif à son existence, son interprétation ou à son exécution.

L'acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent contrat ou à l'exécution des prestations.

21.1 - Principes communs au règlement amiable des différends

- Rappels quant aux processus de règlement amiable des différends

La médiation ou la conciliation par le Comité consultatif de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics sont des processus de règlement amiable des différends. Leur recours vise

notamment à favoriser une solution rapide et pérenne aux problèmes rencontrés, et participe à l'objectif de préserver la relation future du ministère avec ses fournisseurs.

À ce titre, chaque partie reste libre de quitter à tout moment le processus.

Dans l'hypothèse où le différend n'aurait pas trouvé de solution acceptable pour les deux parties, il appartiendra à la plus diligente d'entre elles, si elle s'y croit fondée, de saisir la juridiction compétente du litige en cause.

- **Suspension des délais de recours contentieux et de prescriptions**

Conformément au code de justice administrative, les délais de recours contentieux sont interrompus et les prescriptions sont suspendues à compter de la date d'acceptation des deux parties indiquées dans le courriel d'ouverture qui leur est envoyé par le médiateur « Relations fournisseurs » ou de la date de saisine du Comité consultatif du règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics.

Ces démarches interrompent les délais de recours contentieux jusqu'à la notification de la décision prise après la tentative de règlement amiable, ou de la constatation de l'échec de la démarche.

- **Confidentialité**

Sauf accord des parties, et exceptions prévues par le code de la justice administrative, la médiation ou la conciliation par le Comité sont soumises au principe de confidentialité. Ce principe vise à favoriser les échanges via la libération de la parole, l'émergence de nouvelles idées ou la clarification de situations.

Aussi, les constatations et les déclarations des parties recueillies dans le cadre du règlement amiable doivent rester confidentielles.

Ce principe de confidentialité ne s'applique pas aux pièces, documents et déclarations qui sont connus des parties et préexistent à la démarche, sans préjudice des mentions de protection qui peuvent les concerner.

21.2 - Possibilité de saisir le médiateur pour les relations entre le ministère de la Justice et ses fournisseurs

Lorsque l'acheteur et le titulaire ne parviennent pas à régler le différend à l'issue d'une procédure de réclamation, ils privilégient, avant toute saisine de la juridiction compétente, le recours à la conciliation ou à la médiation. Le médiateur pour les relations entre le ministère de la Justice et ses fournisseurs, dont l'indépendance est garantie par le fait qu'il n'intervient dans aucune phase de la commande publique, peut être saisi par mail à l'adresse suivante :

mediateur-fournisseurs@justice.gouv.fr

ou par courrier recommandé avec avis de réception à :

**Monsieur le médiateur pour les relations entre le ministère de la Justice et ses fournisseurs 13
place Vendôme
75042 Paris Cedex 01**

Par ailleurs, le médiateur pour les relations entre le ministère de la Justice et ses fournisseurs peut être consulté par téléphone au 06 77 62 09 60.

ATTENTION : le médiateur pour les relations entre le ministère de la Justice et ses fournisseurs n'intervient que pour les différends entre le(s) titulaire(s) du marché et le ministère.

- **Modalités de saisine du médiateur « Relations fournisseurs » ***

La saisine du médiateur pour les relations entre le ministère de la Justice et ses fournisseurs doit comporter :

le nom de l'entreprise à l'origine de la demande,

son numéro de SIRET,
l'objet du marché et, le cas échéant, du ou des bon(s) de commande concerné(s),
l'objet de sa sollicitation,
le service concerné au sein du ministère de la Justice,
les coordonnées mail et téléphoniques de la personne pouvant être contactée au sein de l'entreprise.

Le médiateur pour les relations entre le ministère de la Justice et ses fournisseurs se prononce sur l'éligibilité de la demande et informe en retour la partie demanderesse dans les meilleurs délais.

Dès lors que la demande d'une partie est estimée éligible, le médiateur pour les relations entre le ministère de la Justice et ses fournisseurs sollicite l'avis de l'autre partie. Si les deux parties acceptent l'entrée en médiation, le médiateur pour les relations entre le ministère de la Justice et ses fournisseurs envoie un courriel d'ouverture aux deux parties, précisant la date d'acceptation des parties.

Cette date constitue l'entrée en médiation et fixe la date de la première réunion.
Le recours au service de la médiation est entièrement gratuit.

Durée de la médiation

Les parties décident de fixer un délai de médiation, dans la limite de 6 mois maximum à compter de la date d'entrée en médiation.

La date d'entrée en médiation est celle précisée par le médiateur pour les relations entre le ministère de la Justice et ses fournisseurs dans son courriel d'ouverture attestant l'acceptation des parties d'entrer dans la démarche. À défaut, elle correspond à la date de la première réunion de médiation, conformément à l'article L. 213-6 du code de justice administrative.

21.3 - Possibilité de recourir au Comité consultatif de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics ou au Médiateur des entreprises

En cas de différend, les acheteurs et le titulaire peuvent recourir au Comité consultatif de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics compétent ou au Médiateur des entreprises, conformément aux dispositions des articles R. 2197-1 à R. 2197-24 du code de la commande publique.

Le comité consultatif compétent est :

Direction des affaires juridiques
Sous-direction de la commande publique
Bureau économie, statistiques et techniques de l'achat public
1C - Bâtiment Condorcet
6, rue Louise Weiss - Télédocus 353
75703 PARIS Cedex 13

22 - Clause de réexamen

Ajout/retrait d'un nouvel établissement :

En application des dispositions de l'article R2194-1 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur pourra faire évoluer la nature et le volume du parc immobilier, ainsi que les équipements concernés par les prestations prévues au présent accord-cadre, sans limitations financière et/ou technique. Ces évolutions devront passer par la voie d'un avenant au marché subséquent.

Les prestations resteront les mêmes que les prestations prévues dans le présent marché.

Les prestations forfaitaires (maintenance préventive) relatives au site ou bâtiment ajouté ou retiré seront facturées au prorata temporis du nombre de mois de prise en charge de la maintenance pour la période considérée. Dans le cas où aucune visite n'a eu lieu avant le retrait du site ou bâtiment, le forfait n'est pas dû.

Ajout de nouveaux équipements :

En application des dispositions de l'article R2194-1 du code de la commande publique, chaque responsable de site faisant l'objet d'un marché subséquent signale par écrit au titulaire du marché toute modification des installations (remplacement de l'installation, adjonction ou retrait d'équipement par rapport au

recensement initial). Le titulaire ne pourra effectuer aucune modification de son fait sans l'accord écrit conjoint du responsable de site. Les conditions d'ajout ou de retrait d'équipement seront, le cas échéant, réglées par avenant au marché subséquent et pourra engendrer une modification du montant forfaitaire relatif à la maintenance préventive.

Les prestations à redevance forfaitaire relatives aux installations ajoutées ou retirées seront facturées au prorata temporis du nombre de visite prise en charge de la maintenance desdits équipements pour la période considérée.

23 - Résiliation du contrat

23.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation. Ceci déroge à l'article 42 du CCAG-FCS

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

Le titulaire qui n'aurait pas justifié par 5 fois et par écrit de son impossibilité de remettre une offre dans le cadre de l'attribution des marchés subséquents, pourra se voir exclu sans indemnité de l'accord-cadre.

23.2 - Conditions de résiliation des marchés subséquents

Les conditions de résiliation de chaque marché subséquent sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation de chaque marché subséquent pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,00 %.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

23.3 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

24 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE RENNES est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

25 - Dérogations

- L'article 13 du CCAP déroge à l'article 3.4.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 17 du CCAP déroge à l'article 37 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 18.1 du CCAP déroge à l'article 14.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 18.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 23.1 du CCAP déroge à l'article 42 du CCAG - Fournitures Courantes et Services